

Réservé aux abonnés

## Moisson record d'investissements pour accélérer l'intégration d'Afrique centrale

Par Anne Cheyvalle

Publié hier à 19:40, mis à jour hier à 19:40

[Copier le lien](#)
[✉](#)
[f](#)
[t](#)
[in](#)

Écouter cet article

00:00/04:55



Jean-Baptiste Ondaye, ministre des Finances du Congo et Bruno Le Maire, ministre de l'Économie de la France, lors des deux journées de table ronde organisées par la Cemac à Paris. Xose Bouzas/Xose Bouzas / Hans Lucas via Reu

### À Paris, les États de la Cemac ont reçu plus de 9 milliards d'euros d'engagements.

Port sec, lignes de chemin de fer, voies fluviales, axe routier, hubs logistiques... Treize projets d'intégration régionale étaient présentés, à Paris, lors des deux journées de table ronde organisées par la Cemac, la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale, qui réunit six États: Cameroun, Congo, [Gabon](#), [Guinée équatoriale](#), République centrafricaine (RCA) et Tchad. L'enjeu est de stimuler une croissance durable et inclusive, accélérer la diversification de ces économies, trop dépendantes des ressources pétrolières et minières, et renforcer leur résilience aux chocs. Seul le Cameroun a une activité plus diversifiée, tirée par son secteur agricole. Sur le volet diversification, l'accent est mis sur la valorisation de la filière bois, à l'exemple du modèle gabonais, qui a interdit depuis longtemps l'exportation de bois brut.

#### Big Business - Newsletter

Le mardi

Les sagas et les stratégies de l'éco. La vie et les coulisses des entreprises, du monde des affaires et de celles et ceux qui l'animent, par Bertille Bayart.

S'INSCRIRE

Après une première édition qui avait, en 2020, totalisé 3,8 milliards d'euros d'engagement financier, l'objectif nettement plus ambitieux était de récolter 9 milliards d'euros. *«Au regard des financements mobilisés des investisseurs publics et privés, cette table ronde est un succès, c'est un pas en avant supplémentaire pour le développement de la Cemac»*, a conclu Jean-Baptiste Ondaye, ministre des Finances du Congo, président du comité de pilotage du programme de réformes économiques et financières de la Cemac. Sans compter les marques d'intérêt et les engagements encore à venir, la somme récoltée dépasse même l'objectif de 374 millions d'euros.

À lire aussi | [Les tourbières du bassin du Congo, une chance pour le climat](#) 🦋

Aux grands bailleurs traditionnels multilatéraux et régionaux tels que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement ou la Banque européenne d'investissement (BEI) se sont joints de nouveaux investisseurs. En tête: les Émirats arabes unis. Blend finance, société de co-investissement public et privé basée à Dubaï, est le plus gros contributeur. Il s'engage sur 5,6 milliards d'euros, qui vont financer le prolongement de la ligne de chemin de fer entre Ngaoundéré au Cameroun et N'Djamena, la capitale tchadienne. Ce projet public-privé, de loin le plus cher, est crucial pour le désenclavement du Tchad, privé d'accès à la mer. Quelque 80 % de sa consommation importée passe par le Cameroun, en provenance d'Europe, de Chine ou d'ailleurs. Ce chemin de fer facilitera les échanges et contribuera ainsi à la promotion du marché unique régional. *«Cette zone est très peu peuplée, avec, en réalité, de tout petits marchés. Il faut d'autant plus travailler à son intégration que c'est la région d'Afrique qui est le moins intégrée»*, souligne Christian Yoka, directeur Afrique à l'Agence française de développement, très active dans la région avec 800 millions d'euros de financement sur 2023-2024. L'AFD ne s'est pas encore formellement engagée sur ce nouveau tour de table.

#### Peu d'accès à l'électricité

*«La Cemac accuse un retard important dans les infrastructures de base»*, a martelé le ministre des Finances du Congo. *«Renforcer la production d'une énergie stable et bon marché pour les populations»* fait partie des priorités. Cela passe par des projets d'interconnexion, en s'appuyant sur le potentiel hydroélectrique de la région, en particulier au Cameroun. Deux sont ciblés pour acheminer l'électricité entre les villes de Boali en RCA et de Bertoua au Cameroun et bâtir une ligne de 350 km entre le Gabon et la République du Congo. L'enjeu est de taille: malgré les immenses ressources, le taux d'accès à l'électricité dans la zone Cemac n'est que de 15 %.

Les financements seront réalisés sous différentes formes (prêts, dons...) en mettant l'accent sur les ressources concessionnelles, c'est-à-dire à des taux d'intérêt réduits, et les partenariats publics privés et dans *«le respect des ratios de viabilité des dettes publiques»*, précise le document de la Cemac. C'est clairement le talon d'Achille de ces économies dont la situation macroéconomique reste très fragile. *«Les perspectives de croissance se sont améliorées mais sont insuffisantes par rapport aux besoins de financement et compte tenu de la croissance démographique. Et il faut vraiment surveiller la situation d'endettement»*, commente Christian Yoka. Les pays placés sous programme du FMI sont tous en risque élevé de surendettement. Le Tchad a obtenu un accord des créanciers de restructuration de sa dette sous le «cadre commun» du G20.

À lire aussi | [Accord FMI-Congo: étape clé pour la zone Cemac](#) 🦋

Joseph N'Guessan de la Banque africaine de développement a insisté sur *«les réformes à mener sur la gestion des finances publiques et des dettes»* et la nécessité de développer des marchés de capitaux pour mobiliser plus de ressources internes. Un leitmotiv qui revient en boucle pour assurer le futur de l'Afrique. Le ministre des Finances de Guinée équatoriale, Fortunato Ofa Mbo Nchama, suggère, lui, de réunir une prochaine fois les bailleurs sur le continent, *«pour qu'ils puissent voir comment on exécute les projets qu'ils financent»*.